

Un flot important d'immigrants qui se déplacent pour des motifs économiques a éventuellement un effet déstabilisateur. C'est ce dont se rendent compte les pays d'Europe de l'Ouest en même temps que les pays membres de la CE s'efforcent de supprimer les contrôles douaniers intérieurs et de normaliser les procédures d'immigration. Ces démarches aboutiront vraisemblablement à l'adoption d'accords multilatéraux, comme la Convention de Dublin, qui définit la protection à accorder aux réfugiés et les conditions dans lesquelles les pays signataires donnent l'asile à des réfugiés.

Le Canada a intérêt à surveiller ce processus et à y participer, ainsi qu'à promouvoir et à accroître sa collaboration avec des pays qui partagent sa façon de penser en vue de résoudre des questions d'immigration. Ainsi, on peut s'attendre que cet aspect des relations bilatérales qu'entretient le Canada avec les pays d'Europe de l'Ouest demeure au premier rang des priorités du personnel des missions canadiennes dans cette région.

En même temps, le Canada respecte son engagement de venir en aide aux réfugiés qui ont besoin de protection et pour lesquels l'immigration au Canada représente une solution viable. Le Canada a accepté 13 442 réfugiés et membres de catégories désignées, en 1990, à ses missions situées en Europe de l'Ouest.

#### **PROGRAMMES DE RELATIONS PUBLIQUES EN EUROPE DE L'OUEST**

De nombreuses activités d'affaires publiques ont été mises en oeuvre pour renforcer la visibilité du Canada et assurer la défense des intérêts canadiens dans l'opinion publique européenne. Une campagne vigoureuse d'information a permis de sensibiliser les décideurs et les publics européens aux conséquences négatives de la surpêche dans l'Atlantique Nord. Des journalistes de la plupart des pays européens ont été invités à se rendre au Canada dans le cadre de visites qui mettaient l'accent sur la vitalité économique du pays, sa richesse humaine, ses politiques environnementales, ses industries culturelles et ses réalisations sociales, scientifiques et technologiques. Les reportages de ces journalistes ont permis à de grands auditoires européens de se familiariser davantage avec les réalités canadiennes.

Les commissions mixtes culturelles Canada-Allemagne et Canada-France se sont réunies en

1990; des consultations culturelles semblables se sont déroulées avec les Pays-Bas. Le Canada a signé avec la France un accord de coopération dans le domaine des musées et a approché plusieurs pays européens dans le but de négocier d'autres ententes dans ce secteur important pour la protection du patrimoine et le développement muséologique. Afin d'assurer l'expansion de sa coopération cinématographique et télévisuelle avec l'Europe, le Canada a mis en évidence le besoin de coproductions en attendant que les pays d'Europe de l'Ouest harmonisent leurs législations nationales dans le cadre du marché unique européen. Dans le domaine de l'audiovisuel, le réseau francophone TV5, dont le Canada est l'un des principaux partenaires, a continué à rayonner à travers l'Europe, en permettant une diffusion plus large des émissions canadiennes dans la majorité des pays européens.

Les échanges culturels ont apporté de la profondeur et de la densité à l'activité diplomatique du Canada en Europe. Grâce à l'appui du Ministère, des orchestres, des chanteurs, des cinéastes et des écrivains canadiens ont effectué des tournées fructueuses en Europe, en enrichissant l'image du Canada comme un pays créateur qui contribue activement à la qualité de la vie dans le monde. En aidant les artistes canadiens à se tailler une place dans les milieux artistiques européens, le Ministère a également stimulé l'exportation de produits culturels canadiens tels que les livres, les films, les disques et les vidéos.

La Conférence paneuropéenne des études canadiennes qui s'est tenue à La Haye, du 24 au 27 octobre 1990, a illustré le grand dynamisme des associations européennes d'études canadiennes. Le Ministère a continué à les appuyer par des programmes de bourses de perfectionnement, des chaires, des projets de recherche, des dons de livres et de revues et des subventions aux diverses activités d'une trentaine de centres d'études canadiennes établis en Europe. Tout en assurant l'enseignement de cours sur le Canada dans un grand nombre d'universités, le programme d'études canadiennes a contribué à créer un réseau de professeurs et de chercheurs européens spécialisés dans les affaires canadiennes, dont l'histoire, la géographie, l'économie, la sociologie, les sciences politiques et la littérature, et qui sont en mesure de présenter les réalités canadiennes de plus en plus efficacement dans leurs milieux respectifs.